Fondation Jean Jaurès

Histoire

ATATÜRK, UNE BIOGRAPHIE INTELLECTUELLE

Christian Birebent

21/10/2016

Jeune officier de l'armée ottomane à l'éclatement de la Grande Guerre, Mustafa Kemal va transformer le nouvel État turc qui émerge du conflit mondial. C'est par le prisme des idées qui animent celui qui est souvent dépeint comme le père fondateur de la Turquie moderne et de leurs évolutions que Mehmed Sükrü Hanioglu a rédigé son dernier ouvrage, Atatürk, une biographie intellectuelle (Fayard, 2016), présenté ici par Christian Birebent pour Esprit critique.

Les oeuvres publiées en français consacrées à Mustafa Kemal (1881-1938) connaissent un regain d'intérêt, depuis le vieil ouvrage de Jacques Benoist-Méchin, *Mustapha Kemal ou la mort d'un empire*. On compte trois études récentes rédigées par Mehmed Sükrü Hanioglu (*Atatürk, une biographie intellectuelle),* Alexandre Jevakhoff (*Kemal Atatürk, Père de la Turquie moderne)* et Fabrice Monnier (*Atatürk, naissance de la Turquie moderne),* sans compter les livres turcs ou anglo-saxons non traduits.

Sükrü Hanioglu est professeur au département des Near Eastern Studies de l'Université de Princeton. Ses travaux portent sur le Comité Union et Progrès (C.U.P.), les Jeunes Turcs Son ouvrage a été traduit par un jeune et brillant chercheur français, Emmanuel Szurek, auteur d'une thèse remarquée sur les réformes de la langue dans la Turquie kémaliste. Ce livre, court – 277 pages –, ne prétend pas être une biographie totale du « père » de la Turquie moderne, mais une « biographie intellectuelle ». L'auteur précise qu'il a été longtemps difficile de faire en Turquie une étude scientifique d'Atatürk en raison du poids de l'histoire officielle le présentant comme un dirigeant-né alors même que les travaux sur ses idées disent tout et son contraire. Il veut retracer son cheminement intellectuel, le démythifier, explorer la transition entre l'ordre ottoman et l'État-nation turc en postulant « une continuité essentielle là où l'historiographie officielle décèle en général une rupture ».

Sükrü Hanioglu évoque d'abord longuement Salonique, la ville natale de Mustafa Kemal, la cité la plus cosmopolite de l'Empire comptant à la fin du XIX^{e} siècle dans des quartiers distincts plusieurs milliers de Juifs, de Musulmans, de Grecs orthodoxes mais aussi des ressortissants européens. Elle

tire parti des réformes de l'ère des Tanzimat (1839-1876), initiées par les bureaucrates voulant moderniser l'Empire. Il s'agit notamment de « promouvoir une identité supérieure dont le principe était la subordination d'une appartenance ethnique ou religieuse » à la condition de sujet ottoman. L'afflux de capitaux européens aide les réformateurs à améliorer les infrastructures : électricité, ligne de chemin de fer jusqu'à Istanbul. Elle connaît un renouveau culturel avec la fondation de journaux, d'institutions scolaires dont un lycée créé par l'Alliance israélite universelle et un collège militaire voulu par le gouvernement impérial, autant d'évolutions auxquelles s'opposent les élites religieuses, musulmanes ou non-musulmanes, car elles menacent leur autorité. Le « progrès » favorise l'émergence d'une bourgeoisie musulmane occidentalisée, accueillant bien les réformes alors que pour les masses musulmanes, il s'agit de « machinations européennes » leur faisant perdre leurs privilèges au profit des non-musulmans. Les groupes nationalistes macédo-bulgare et grecs s'affrontent à Salonique après la défaite de la Porte face à la Russie en 1877-1878.

Mustafa, né en 1880 ou 1881, grandit dans ces provinces européennes dont les évolutions vont marquer sa formation, débutée à l'école coranique, poursuivie au collège militaire de Salonique puis, au lycée militaire de Monastir, lieu de formation des élites turques de Roumélie, un des piliers de l'Empire avec l'Anatolie. Les révoltes nationalistes en Macédoine et les échecs militaires successifs rognent toujours plus cette Turquie d'Europe. Mustafa Kemal est témoin du transfert du pouvoir économique des musulmans vers les non-musulmans et des humiliations militaires. Ceci pousse le Sultan Abdülhamid II (1842-1918) à redéfinir l'ottomanisme comme une identité supranationale pour les seuls musulmans. Cette politique exacerbe « les tensions entre musulmans et chrétiens ». De nombreux incidents, interprétés comme du « fanatisme musulman », trouveraient leur origine dans le ressentiment social et économique. S'agit-il d'une allusion aux massacres des Arméniens des années 1894-1896 ? Pour Hamit Bozarslan, Vincent Duclert et Raymond H. Kévorkian, les Chrétiens sont de plus en plus perçus comme des ennemis de l'intérieur, après l'échec des Tanzimat, par le pouvoir mais aussi par l'élite occidentalisée, refusant l'égalité entre tous les sujets ottomans.

Mustafa Kemal intègre l'École de guerre d'Istanbul – réorganisée par l'Allemand von der Goltz, adepte du social-darwinisme en vogue –, puis le Collège d'état-major, avant de devenir capitaine d'état-major en 1905. Les guerres modernes étant synonymes d'affrontement entre des nations armées et non entre les seules armées, il incombe aux élites militaires de prendre en main les nations. Mustafa Kemal appartient à la génération de jeunes officiers éduqués formant l'aile militaire du Comité Union et Progrès, qui prend le pouvoir après la révolution de 1908 puis lors des guerres balkaniques de 1912-1913. Pour l'auteur, l'action politique de Mustafa Kemal ne se comprend que si on la replace dans le contexte de ce groupe social, générationnel ayant une conception simpliste de la science, censée remédier à tous les maux de l'Empire, voyant dans un matérialisme

vulgarisé un guide pour bâtir une société moderne, détachée de la religion. Le turquisme est un pilier de l'idéologie jeune-turque mais le C.U.P. au pouvoir, pour administrer un empire multi-ethnique, met ses convictions en suspens, tente de les concilier avec l'idéologie supranationale de l'ottomanisme. Hostile au régime du Sultan, Mustafa Kemal a participé en 1905 à la création d'une association secrète, Patrie et Liberté, absorbée par le C.U.P. Il n'appartient pourtant pas aux cercles dirigeants des Jeunes-Turcs même s'il est délégué de la Libye au Congrès de 1909. Il se distingue des autres officiers Jeunes-Turcs. Ainsi, il envisage la dissolution de l'Empire pour permettre des échanges de populations et la naissance d'un État turc. Ce partisan de l'occidentalisation désapprouve l'appel à une mission militaire allemande, censée moderniser l'armée ottomane. Cela heurte ses convictions turquistes et il estime que seul le développement d'une armée nationale peut renforcer le sentiment d'appartenance nationale dans la société. Il admire d'ailleurs les Japonais dont la victoire sur les Russes est le signe d'une modernisation indigène. Il est hostile, d'après l'auteur, à l'ingérence des militaires dans la vie politique, sous la forme de coups d'Etat ou d'une extrême politisation, nuisibles à l'armée comme institution. En 1913, il condamne le nouveau coup de force du C.U.P et son ascension est freinée. Mal vu d'Enver Pacha, un des principaux dirigeants, il ne reçoit un commandement qu'en 1915 après avoir été attaché militaire en Bulgarie. Il demeure « une figure obscure, peu connue en dehors des jeunes officiers du C.U.P. ».

La Grande guerre est sa chance. Faisant face au débarquement allié à Gallipoli, Kemal arrête plusieurs offensives. Victorieux, promu, il est utilisé par la propagande du Sultan mais s'entend mal avec les mentors allemands. Il reçoit plusieurs commandements, notamment pour contenir l'offensive russe en 1916. Le lendemain de l'armistice de Moudros, il remplace Liman von Sanders comme commandant en chef. Il est alors un général vainqueur d'une armée battue dans un Empire vaincu. Pour l'auteur, « bien que membre du C.U.P., il s'était tenu à l'écart de la vie politique et n'avait joué aucun rôle dans les déconvenues militaires et les massacres de civils commis par la direction du C.U.P. après 1914. » L'allusion au sort terrible des Arméniens est bien mince. D'après Fabrice Monnier, comme chef du 16^{e} corps d'armée en 1916, il n'a pu ignorer les déplacements forcés de populations et a été sans doute informé du massacre de Bitlis. « Longtemps après, dans des conversations privées, il a condamné les massacres en les qualifiant d'infamies. Cependant, arrivé au pouvoir, il n'a rien fait pour en châtier les responsables ».

Le sort de l'empire repose alors sur Lloyd George et Clemenceau, plutôt mal disposés à son endroit. Parmi toutes les revendications des Arabes, des Arméniens, des Grecs, des Kurdes et des sionistes, « celles portant sur l'Anatolie, le cœur turc de l'empire, sont inacceptables ». Le principal enjeu politique est le contrôle du mouvement turquiste, décapité par la fuite des principaux chefs Jeunes-Turcs, Enver Pacha, Talaat Pacha et Djemal Pacha, l'exil du premier cercle du C.U.P. Les

opposants aux Jeunes-Turcs prennent brièvement le contrôle du gouvernement, l'opinion espérant une paix plus douce. Quand cet espoir se dissipe, elle se tourne vers les nationalistes, ceux qui, notamment en Anatolie, refusent la présence étrangère, le dépeçage de l'Empire. Pour l'auteur, le réseau unioniste prend part en coulisses à leurs activités, et ses sections locales se transforment en associations pour la défense des droits nationaux. L'occupation grecque de Smyrne en mai 1919 achève de les convaincre que la guerre, et non un accord avec les Alliés, sauvera la Turquie. Kemal cherche à obtenir un poste en Anatolie pour rejoindre cette résistance. Le gouvernement de Mehmed VI lui donne une mission à Samsun, sur la Mer noire, afin de prévenir les affrontements entre Grecs et musulmans et de désarmer les nationalistes. Mais dès son arrivée, le 19 mai, il devient le chef de la rébellion. Les dirigeants des provinces orientales organisent à Erzurum le premier congrès national de la résistance. Il est élu président puis supervise un nouveau congrès à Sivas pour toute la Turquie. La Grande Assemblée nationale de Turquie (GANT) naît en avril 1920. Le groupe dirigeant, pourtant laïc, affiche un panislamisme dévot. Il doit obtenir le soutien des musulmans d'Asie centrale et d'Inde, qui collectent beaucoup d'argent pour défendre le califat contre l'occupation européenne. Cela permet de mobiliser l'islam contre les alliés et les « groupes ottomans non musulmans ». Kemal utilise aussi dans son combat contre l'impérialisme une rhétorique socialiste. Il passe alors pour un musulman communiste. Devant la GANT, il explique que « les règles et les principes supérieurs de l'islam se retrouvent dans le bolchevisme », mais empêche le développement de forces socialistes. Si le Komintern refuse dans ses rangs son mouvement, les dirigeants soviétiques maintiennent des relations cordiales pour des raisons pragmatiques. Pour l'auteur, les circonstances contraignent Mustafa Kemal à agir comme un islamiste et comme un bolchevik alors qu'il méprise ces deux idéologies qu'il connaît mal. Le caractère opportuniste de sa politique est illustré par le déclin rapide des références bolcheviques et islamiques dès l'établissement de la république.

Homme des contradictions et des paradoxes, proche – comme nombre d'officiers du C.U.P. – des idées de Gustave Le Bon sur la psychologie des foules, il ne veut pas d'un gouvernement populaire et concentre plus de pouvoirs qu'aucun Sultan depuis 1839. Il voit la GANT comme une assemblée proche de la Convention de la Révolution française, qui le fascine et qu'il perçoit comme un pouvoir indivisible entre les mains d'une autorité unique. Il apprend rapidement la diplomatie. Face au traité de Sèvres, imposé tardivement au Sultan par les Alliés, il négocie une alliance avec les Bolcheviques. Contre des concessions territoriales et l'abandon des nationalistes azerbaïdjanais, les kémalistes obtiennent une première reconnaissance internationale, une aide matérielle et la possibilité de battre les Arméniens qui tentent de bâtir leur Etat. Les accords d'Ankara de1921 mettent fin aux revendications françaises sur la Cilicie contre l'acceptation du mandat français sur la Syrie. Tirant parti du manque d'intérêt américain pour le Proche Orient, il transforme un affrontement périlleux avec les alliés, divisés, en conflit contre les Grecs. Ils sont écrasés lors de

deux batailles décisives. La victoire diplomatique de Lausanne, en juillet 1923, révisant le traité de Sèvres, fait de Kemal un héros pour les musulmans, une référence dans tout le monde colonisé. Que veut-il faire de la Turquie ?

Pour l'auteur, il abandonne l'ancienne notion cosmopolite d'ottomanisme, incapable de concilier empire et nationalisme, projette de construire un nouvel Etat plus homogène. Ses tendances pro-occidentales, scientistes et turquistes, forgées avant 1914 et l'héritage des plans des Scientistes le conduisent à élaborer une combinaison d'un nationalisme intense et d'un engagement radical en faveur du sécularisme occidental. Le nationalisme doit remplacer la religion pour bâtir un Etat-nation. Dès l'origine, le gouvernement d'Ankara fonctionne comme une République sans le nom car Kemal craint que toute référence impliquant l'abolition du sultanat ne compromette l'effort de guerre. Il procède avec circonspection, amenant la GANT à séparer le califat du sultanat puis à supprimer ce dernier en novembre 1922. C'est seulement après les accords de Lausanne que la GANT vote l'abolition du califat en 1924. La réforme religieuse devient une question nationale que le Gazi contrôle. Il veut provoquer le même type de sécularisation que celles intervenues dans le monde chrétien lors des Réformes, sans faire attention au poids des origines religieuses de ces mêmes mouvements. Ses efforts pour turciser l'Islam ont peu d'effet sur les masses et les musulmans pieux voient d'un mauvais oeil les tentatives d'endoctrinement des élites. Mais la religion, contrôlée par l'Etat, devient une affaire privée.

La fin de l'Islam comme pilier idéologique de l'Etat crée un vide de légitimité. Aussi Kemal bâtit une religion civique pour susciter un soutien du peuple. Ce recours à la religion civique constitue un aspect majeur de l'histoire politique du XX^{e} siècle peu souligné par l'auteur. Son nationalisme se veut une explication totale de l'histoire humaine, renforcée par les théories de l'évolution darwinienne. Le berceau de la civilisation serait en Asie centrale, le foyer original des Turcs. Ces derniers auraient migré vers tous les continents, joué un rôle dans la civilisation gréco-romaine. Cette interprétation révisionniste permet de contourner le passé ottoman, de contrer les discours nationalistes rivaux, d'intégrer la Turquie comme partie de l'Occident. Comme souvent depuis la fin du XIX^{e} siècle, d'obscurs universitaires européens vendent ainsi leurs travaux. Ainsi, Eugène Pittard, fondateur du Musée d'ethnographie de Genève, explique que « les Turcs sont une des grandes races d'Eurasie » et dirige la thèse d'une des filles de Kemal. La langue devient un enjeu : l'Etat fait la chasse aux mots dérivés de l'arabe et du persan, recherche les « mots turcs purs » et impose l'alphabet latin. En 1935, Kemal et ses experts décident de forger une thèse linguistique pouvant soutenir la thèse d'histoire turque. Ils font appel au Viennois Hermann Feodor Kvergic, auteur de la « théorie de la langue soleil ». Les hommes primitifs auraient commencé à faire référence aux objets par des gestes, identifié le plus vénéré, le soleil, par le cri « Aa ». Le proto-turc serait la première langue dans laquelle ces sons auraient été prononcés. Cette « idée » fournit une

base théorique à l'emprunt de mots aux langues européennes, elles-mêmes censées dériver du turc…

L'auteur note que l'Ottoman musulman est pour les Occidentaux pendant longtemps la quintessence de l'Autre et « l'homme malade de l'Europe ». Kemal tient à la croyance du C.U.P. selon laquelle le maintien du caractère européen de l'Etat est nécessaire à sa survie. Mais cette européanité s'exprime en termes plus culturels que géographiques. Son projet d'occidentalisation a deux objectifs : convaincre sa population que la Turquie fait partie de l'Europe et convaincre l'Occident qu'il partage avec les Turcs la même culture. Il postule que la civilisation est Une. Aussi, tout élément contredisant celle-ci doit être éliminé. Comme les Occidentalisés de la fin du XIX^{e} siècle, il voit le mode de vie occidental comme la cause et non la conséquence des dynamiques socio-économiques. Si les réformes engagées pour occidentaliser le pays ont contribué à sa désislamisation, Mustafa Kemal n'a pas créé une société non islamique et n'a pas convaincu les Européens de considérer la Turquie comme une « société partageant leur culture et leurs valeurs ».

Mehmed Sükrü Hanioglu réussit son entreprise d'historiciser Mustafa Kemal Atatürk. Celui-ci s'est nourri de ses multiples lectures et de ses expériences « d'éternel exilé », a bâti un projet national sans être un intellectuel, a fait preuve d'un « pragmatisme sans concession ». Il dresse aussi un portrait très intéressant de l'Empire ottoman, déclinant mais connaissant une grande effervescence intellectuelle où le rôle de la religion est questionné. On rompt avec la vision dépassée mais toujours présente de « l'homme malade de l'Europe ». Il évoque les relations, les influences avec l'Europe certes mais aussi avec le Japon, le monde musulman, dans un monde déjà « connecté ». On peut aussi penser à la Chine du début du XX^{e} siècle et ses interrogations sur les emprunts à l'Occident ou la réforme de l'écriture. L'auteur est très à l'aise pour décrypter et démonter les réformes kémalistes. Ainsi, il explique que le régime promeut l'image d'une femme républicaine, éduquée, nationaliste, « habillée de façon civilisée » mais les femmes mises en avant ne sont pas celles qui défendent des options féministes. Alors que l'auteur revient souvent sur certains thèmes, comme l'influence du social-darwinisme et du scientisme, on peut regretter des manques. On ne sait pas quelles politiques Mustafa Kemal veut mener vis-à-vis des minorités lors de la création de la République. On glisse parfois d'une biographie intellectuelle à une biographie classique, une pratique de plus en plus courante. Un spécialiste d'une question va se plier à cet exercice pour des raisons éditoriales… et tout le monde ne peut réaliser ce qu'a fait Jacques Le Goff à propos de Saint Louis et son temps. Mehmed Sükrü Hanioglu est plus hésitant sur le terrain des relations internationales. En 1921, la France ne recule pas seulement en raison des victoires kémalistes et de l'habileté de leur chef. Mécontents d'être évincés par les Britanniques de la région et de l'évolution de leur politique en Europe, les Français jouent la carte du nationalisme turc.

Le destin de Mustafa Kemal, officier de l'armée ottomane devenu le fondateur de la République turque, est exceptionnel. Mais cet itinéraire n'empêche pas une comparaison possible avec d'autres leaders autoritaires, des outsiders n'appartenant pas aux élites traditionnelles, comme Josef Pilsudski en Pologne, voire Benito Mussolini en Italie, profitant de l'effondrement des empires après 1918.